



**Frédéric Sanchez**  
Président du directoire du Groupe Fives

“ Les marchés étrangers sont l'avenir de nos entreprises. Cette compétition internationale se fonde sur la compétitivité de nos produits et de nos services mais également sur notre capacité à participer à l'organisation des règles du jeu du commerce mondial. Osons l'international ! ”

## Osons l'international !

### Missions

La commission Commerce International contribue à l'élaboration et à la promotion des règles du jeu du commerce international, qui garantissent une concurrence loyale et équitable, favorable aux entreprises françaises.

C'est un acteur « politique » fédérateur et porteur des intérêts collectifs de nos industries et services tournés vers l'International (import, export, développement de réseaux internationaux, investissements).

Elle est LA voix des entreprises françaises, grandes ou petites, industrielles ou de services, dans les enceintes internationales, européennes et nationales.

Interlocuteur « réflexe » des pouvoirs publics français sur le commerce international, la commission Commerce International :

- Est une force de proposition et d'influence dans les négociations internationales et européennes (accords multilatéraux, accords bilatéraux de libre-échange) ;
- Assure la prise en compte de la dimension entrepreneuriale dans les positions de la France auprès du G8 et du G20. Elle participe activement aux groupes de travail et manifestations des organisations intergouvernementales et interpatronales, en particulier dans le cadre des B8 et des B20 (G8 et G20 Business) ;
- Construit une force d'influence avec les organisations patronales « sœurs » (européennes et internationales) autour d'objectifs communs ;
- Impulse au niveau national un processus permanent de réformes garantissant un dispositif de soutien à l'International fort et compétitif (modernisation douanière, outils financiers...) ;
- Consolide les relations de confiance et de partenariat avec les autres acteurs du commerce extérieur : ACFCI, UCCIFE, CNCCEF, Ubifrance, Coface...

### Organisation et mode de fonctionnement

La commission Commerce International est composée de 88 membres.

Elle s'appuie sur les compétences et l'expérience des fédérations professionnelles et des entreprises. Ses travaux sont conduits par 6 Comités transversaux :

#### Le comité « OMC et Accès aux marchés étrangers »

- Traite de l'ensemble des sujets se rapportant aux questions multilatérales, dont les négociations du Cycle de Doha, la facilitation des échanges et l'accord sur les marchés publics (AMP), à l'OMC ;
- Concerne l'ensemble des sujets ayant trait aux négociations commerciales bilatérales de l'UE avec les pays tiers (barrières tarifaires et non tarifaires, propriété intellectuelle, protection et accès aux investissements, règles d'origine, marchés publics...).

#### Le comité « Principes directeurs et déontologie internationale »

- Valorise les principes éthiques de gouvernance de l'entreprise, en particulier les Principes directeurs de l'OCDE, comme un avantage comparatif sur les marchés internationaux ;
- S'assure que les règles internationales sont appliquées et ne créent pas de distorsions de concurrence supplémentaires pour les entreprises françaises ;
- Participe à l'influence normative en la matière, notamment par ses contributions aux initiatives des Organisations Gouvernementales Internationales

#### Le comité « Système monétaire international »

- Traite des questions de monnaies et du système monétaire international :
  - l'Euro et son avenir : réflexions sur la Monnaie unique et la construction européenne
  - le futur système monétaire international
  - les entreprises face à la volatilité des monnaies

#### Le comité « Commerce extérieur de la France »

- Traite de toutes les questions relatives au Commerce extérieur :
  - en proposant aux pouvoirs publics l'amélioration et/ou la mise en place de procédures de soutien aux exportations françaises innovantes ;
  - en participant à l'élaboration auprès des pouvoirs publics de la politique d'assurance-crédit, d'aide-projet et d'aide publique au développement.
- Veille à l'élaboration équitable de règles internationales (Comité de Bâle, OCDE...) encadrant le financement des entreprises françaises à l'international.

#### Le comité « Douane »

- Propose des mesures de simplification et de modernisation des procédures douanières aux niveaux français et communautaire ;
- Etablit des recommandations visant à faciliter les échanges par la limitation des coûts et des formalités administratives.

## Le comité « Intelligence économique et sécurité »

- Agit auprès des pouvoirs publics pour placer l'entreprise et sa compétitivité au cœur de la politique française d'IE
- Défend le co-développement d'un partenariat public-privé efficace et pertinent sur les questions d'intelligence stratégique ;
- Détecte - et fait remonter de nos entreprises - les signaux faibles permettant, notamment de jouer un rôle proactif en matière d'influence normative ;
- Sensibilise nos entreprises aux enjeux de la maîtrise de l'information et de l'influence pour gagner des parts de marchés.

## Le comité des « Usagers des Foires et Salons »

- Défend les intérêts des usagers des foires, salons et congrès auprès des opérateurs/organisateurs ;
- Promeut ce média comme un vecteur-clé des PME pour "Partir à l'international".

## Services aux adhérents

La direction des Affaires internationales suit l'ensemble des travaux susceptibles d'avoir un impact sur le développement international des entreprises françaises, que ses travaux soient menés au niveau du gouvernement français, de la commission européenne et/ou des organisations internationales.

- Elle travaille en étroite collaboration avec MEDEF International sur les questions régionales et bilatérales.
- Elle influence les autorités françaises, européennes et internationales directement ou indirectement via BUSINESS EUROPE, le BIAC, ICC et les B8/B20.
- Elle propose une veille régulière sur l'évolution des négociations commerciales et l'actualité multilatérale.
- Elle publie des guides pratiques à destination des entreprises pour les aider à se développer à l'international : prévenir les risques de corruption, conquête des marchés extérieurs, relations avec les ONG à l'international...

## Actualité

### ■ Accords bilatéraux et régionaux de libre-échange dans le monde

La commission Commerce International organise, en partenariat avec Sciences Po (GEM), une série de trois séminaires sur les enjeux et la dynamique créés par les accords bilatéraux et régionaux de libre-échange dans le monde. Ces échanges entre le monde académique, le monde politique et le monde des entreprises permettront notamment de proposer une analyse des tendances actuelles des négociations, et de mieux comprendre les conséquences de ces accords sur le commerce international et sur la politique commerciale européenne.

La première rencontre portera sur la région Asie-Pacifique et se déroulera le lundi 4 juin 2012 de 15h00 à 17h30 au MEDEF.

### ■ « Lutte » contre le protectionnisme

Le MEDEF alerte, dossiers chiffrés à l'appui, les autorités françaises et communautaires sur les mesures « anticrise » protectionnistes prises par certains pays partenaires (Argentine, Brésil, USA, Chine, Russie...).

### ■ Préserver les capacités de financement et de garantie nécessaires au développement Export des entreprises

La commission Commerce International suit avec vigilance la transposition au niveau européen des recommandations prudentielles du comité de Bâle (directive CRD-IV) sur les activités bancaires. Son objectif est de préserver un accès et des prix attractifs aux outils de financements du commerce courant (Trade Finance) et moyen terme (Crédit Export) pour les exportateurs et importateurs de toute taille.

### ■ Ouverture des marchés publics étrangers

Dans certains pays, des obstacles sont imposés aux entreprises européennes alors que le marché européen est l'un des plus ouverts au monde. La Commission poursuit son lobbying pour que l'Union mette en place le principe de réciprocité tel qu'il existe dans l'Accord sur les Marchés Publics (AMP) de 1996, l'idée n'étant pas de fermer le marché européen, mais d'établir des conditions identiques de concurrence et d'accès aux marchés publics étrangers.

### ■ Simplifier et rendre plus efficaces les procédures douanières

La commission européenne s'est engagée dans une révision du code des douanes européen (« Code des douanes de l'Union »). La Commission Commerce International agit avec constance pour obtenir de nouvelles règles adaptées aux contraintes du commerce international et appliquées uniformément à tous les Etats Membres de l'Union. Notre ambition est d'obtenir à terme des démarches administratives Import/Exports simplifiées, allégées et dématérialisées pour une plus grande compétitivité de nos entreprises et une meilleure attractivité du site Europe.

## Dernières publications

- **Prévenir les risques de corruption : Communiquer – se conformer – contrôler.** Fondée sur les bonnes pratiques de multinationales mais adaptée à toute taille d'entreprise, cette présentation pragmatique déroule une méthode de prévention, interne ou collectivement par filière, des risques de corruption, fondée sur trois principes efficaces et raisonnables : communiquer, se conformer et contrôler.
- **Prévenir les risques de corruption dans les démarches export.** Ce guide aide les PME à répondre aux trois questions clés à poser pour choisir un agent commercial dans une opération internationale : réputation de l'agent, contrat avec le partenaire, rémunération et défraiement du partenaire.
- **Intelligence économique et compétitivité équitable.** Cette réflexion du MEDEF s'inscrit dans sa vision et sa politique globales sur la place l'attractivité et la compétitivité de la France et de ses entreprises dans le monde. Elle explique le processus d'élaboration des nouvelles conditions des affaires à l'international et propose des approches public/privé pour anticiper et influencer l'émergence de ces paramètres.
- **Entreprises et ONG de solidarité Internationale – Quels partenariats pour quels objectifs ?** Ce rapport, réalisé à la demande du MEDEF et de Coordination Sud, s'efforce de recenser les différents types de partenariats pouvant exister entre les entreprises et les ONG internationales, leurs enjeux, objectifs et avantages réciproques pour les entreprises et les ONG à l'international.

## Rencontres internationales

Reconnue comme un interlocuteur incontournable des affaires internationales, la commission reçoit régulièrement des personnalités françaises et étrangères venues écouter ses positions et la consulter. Parmi ces personnalités, Pascal Lamy, directeur général de l'OMC; Karel de Gucht, commissaire européen en charge du Commerce ; Ramon Fernandez, directeur général du Trésor ; Jérôme Fournel, directeur général des Douanes ; Olivier Buquen, délégué interministériel à l'intelligence économique ; Nicole Bricq, ministre du Commerce Extérieur.